

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de campagne "Faire gagner la gauche à gauche"

No 21

Sarkozy en tête ? La France avait peur. Sursaut ?

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : mercredi 21 février 2007

Démocratie & Socialisme

Après 23 sondages favorables à Sarkozy, la France commençait à avoir peur : à juste raison ! Un nouveau sondage indique une volonté de faire barrage à celui qui lessiverait nos droits sociaux au karcher.

Un premier nouveau sondage vient de redonner Ségolène Royal en tête au premier tour, et un score très serré au second. Il est trop tôt pour conclure quoi que ce soit : mais une chose est certaine, plus il apparaissait que Sarkozy pouvait gagner, plus il parlait, plus la peur grandissait parmi les salariés, le peuple travailleur de France.

Il y a en effet de quoi craindre la « menace Sarkozy » : il passerait nos droits sociaux au Karcher, et prendrait tout gréviste pour une racaille... Les sans-papiers seraient pourchassés davantage, et les immigrés accusés de « tuer les moutons dans leur appartement »...

C'est pourquoi il est sain que Ségolène Royal ait obtenu un million de téléspectateurs de plus que lui sur TF1 lundi 19 février au soir. Il est bon que son meeting à Rennes ait été un grand succès mardi 20 février au soir. Il est heureux qu'un sondage lui donne 29 % des voix au premier tour, un point devant Sarkozy.

Il faut que Ségolène Royal soit la mieux placée possible au premier tour pour passer la barre des 50 % au deuxième tour.

Cela ne dépend pas d'une émission de télévision comme essaient déjà de le dire les commentateurs de droite, mais d'un ensemble : éléments de programmes certes, mais surtout mobilisation sociale en profondeur contre la menace de Sarkozy le sortant, l'agité anti-social au karcher.

Les sondages disent que le total des voix de droite serait de 60 % et celui de gauche de 40 %, mais c'est trompeur : le total Le Pen-Sarkozy-Bayrou, c'est le « plein », actuel, exprimé, photographiquement, des voix de droite, en effet.

Mais 40 % : ce n'est pas le plein des voix de gauche : aujourd'hui, sur les 15 à 17 % potentielles de voix de gauche hors Ps, il y a énormément de déçus, de passifs, d'inquiets, qui ne se retrouvent dans aucun des 4 candidats « anti libéraux », Buffet, Bové, Besancenot, Laguillier. Même si ce n'est pas un concours de « nains de jardin » comme l'a ironiquement dit Olivier Besancenot, chacun sent qu'il y a division, inefficacité, et risque, sans grand enjeu direct pour le second tour. Cela se traduit sûrement par des « creux » dans les réponses aux sondages. 79 % des français estimaient que l'élection n'était pas jouée en dépit des sondages pro Sarkozy. Une majorité hésitait encore ou ne se prononçait pas.

Les réserves de voix sont à gauche.

Et Ségolène Royal est maltraitée (comme prévisible) par les grands médias qui tentent de la discréditer avec le contraire des arguments qu'ils ont auparavant utilisé pour la promouvoir au sein du Ps.

Pas un jour sans attaque contre son « équipe », contre « sa campagne enlisée », contre ses « ratés », contre son « chiffre », etc... alors qu'ils passent tout à Sarkozy dont le "chiffre" a pourtant « explosé en vol » de façon inouïe, ses propres amis ayant annulé l'essentiel des promesses qu'il faisait sur les baisses de prélèvement obligatoire, sur le bouclier fiscal, sur l'allocation premier enfant, sur les baisses d'impôt, ils taisent ses variations, silences et mensonges sur le Cne, le Code du travail, etc.

Sarkozy en tête ? La France avait peur. Sursaut ?

Par contre, nous le savons aussi, si les grands médias, à 90 % sont pour Sarkozy, cela ne suffira pas, car on a pu voir que le « non » du 29 mai 2005 l'avait emporté en dépit de 90 % des grands médias qui étaient pour le « oui »...

Et ce qui va compter, c'est la prise de conscience progressive de l'immense masse de la population du « risque » que fait courir Sarkozy le sortant, l'agité au karcher.

Une fois cassé le décorum médiatique puissant qu'il a essayé d'installer avec ses caméras et images privées, sa « machine » Ump, du 15 janvier au 15 février, le débat de fond va s'installer et on va voir, à nu, ce qu'il propose comme une « horreur sociale » pour l'avenir. En dépit de la prévention (justifiée à nos yeux) d'une large partie de la gauche non-socialiste (et socialiste !) contre certains aspects des discours et du ton général de la candidate, peu à peu le principe de réalité va s'imposer : c'est elle ou lui.

Si plus de 10% d'électeurs se sont inscrits, fait exceptionnel, avant fin décembre 2006, sur les listes électorales, c'est pour faire barrage à Sarkozy, ils se souviennent de tous les mouvements sociaux de 2003 à 2006 en passant par « l'état d'urgence » et la répression dans les banlieues en novembre 2005. Les sondages ne reflètent pas encore ça (embarras, hésitations, mécontentements, attentismes, divisions, irritations à gauche) mais vont refléter progressivement cette lame de fond sociale depuis quatre ans.

On le sait, nombre d'électeurs trompés qui votent Le Pen et nombre de ceux qui ont cru répondre que Bayrou les attirait, devront « atterrir » et ce, surtout, au second tour.

Bayrou, qui paraît, provisoirement, occuper 14 à 18 % des réponses aux sondages, est de droite, c'est un « clone » de Sarkozy qui a voté toutes les lois scélérates de la droite depuis cinq ans et qui, sur des points essentiels, (retraite, baisse des impôts) est encore plus anti social. Cela aussi, ça va se voir.

Justement, Sarkozy vient d'en rajouter ce 20 février : une de ses premières décisions serait de limiter le droit de grève, dit-il !

Pas surprenant, vu ce qu'il ambitionne de faire ensuite, il lui faut infliger une défaite au mouvement social français comme Thatcher en a infligé au mouvement syndical britannique. (En Angleterre, non seulement les salariés doivent voter à bulletins secrets à 51 %, sinon la grève est illégale, mais ils ne peuvent faire grève sur des sujets généraux. Une grève « sur les retraites » par exemple, est illégale, une « grève de solidarité » est illégale, 650 salariés de British Airways ont été licenciés parce qu'ils avaient fait grève par solidarité avec les salariés grévistes de Servair...) C'est le modèle anglo-saxon si cher à Sarkozy : s'il n'annonce pas tout tout de suite, c'est qu'il essaie de "rôti les travailleurs à petits feux sans qu'ils s'en aperçoivent". Ainsi François Fillon a t il expliqué que pour la « suppression de toute durée légale du travail, les esprits n'étaient pas encore mûrs, il faudrait attendre la législature suivante » ! Ils laissent donc provisoirement la durée légale à 35 h mais permettent tous les dépassements sans coûts salariaux pour les employeurs...

Va t il, avec Larcher et Villepin modifier le Code du travail dans un Conseil des ministres en mars ?

Où va t il attendre d'être élu comme il l'espère pour l'imposer à marche forcée sans débat en juillet ? (les habilitations des ordonnances d'août 2005, reconduites discrètement, par une loi le 31 décembre 2006, donnent un délai de « 9 mois » pour cela...)

Ils viennent aussi, hier et ce jour, ces mêmes sortants, Sarkozy-Larcher-Villepin-Chirac, de se vanter, (mais mal) du bilan du « Cne » : il apparaît que le Cne n'a créé aucun emploi supplémentaire avéré en contre-partie de la

Sarkozy en tête ? La France avait peur. Sursaut ?

suppression du droit fondamental d'avoir un licenciement motivé. Un contrat sur deux est rompu avant un an et un sur deux l'est par les salariés eux-mêmes qui refusent le sort que leur font les employeurs - malsains - qui ont choisi ce type de contrat sans droit ... (car oui, un employeur qui choisit un Cne au lieu d'un Cdd ou d'un Cdi, il faut s'en méfier, ses motivations sont forcément malsaines pour le salarié !)

Si par malheur Sarkozy gagnait : pour la première fois depuis longtemps, ce serait un « sortant » qui serait reconduit. Il se vanterait d'avoir déjà mis à mal nos retraites (2003), la Sécu (2004) d'avoir défendu le « oui » (29 mai 2005) d'avoir voté le Cne, (2005 et 2006) et d'avoir annoncé pire : extension du Cne, aggravation de la destruction des retraites, fin des régimes spéciaux, destruction du code du travail, heures supplémentaires non majorées, Smic bloqué, droits syndicaux réduits, forfaits de 50 à 100 eur sur les prestations médicales, suppression des impôts pour les riches, il se déclarerait légitime pour faire passer sans référendum un « mini traité » de type Tce, au Parlement. En cinq ans, nous perdrons tous nos acquis sociaux encore existants depuis 1945.

Quand tout cela va vraiment se savoir (et aussi lorsque Ségolène Royal développera davantage sur les 35 h, la retraite, l'emploi, le code du travail, la sécu, les salaires) normalement la gauche devrait se préparer à la victoire les 22 avril et le 6 mai !

Gérard Filoche, le 21 février 2007